CONSÉQUENCE DIRECTE DE LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS

Les dates des compositions du deuxième trimestre avancées

Encore un début de semaine sous le signe de la grève dans le secteur de l'éducation. Les enseignants adhérents au Cnapest débrayent pour la cinquième journée consécutive. Le secteur est sous la menace d'un autre débrayage, début mars. Pour éviter de perturber la fin du second trimestre, le ministère de l'Education a décidé de rapprocher les dates des compositions.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Initialement prévues début mars, les compositions du deuxième trimestre sont finalement programmées pour demain dans les trois paliers de l'éducation.

Une mesure prise par le ministère de l'Education dans le but d'éviter tout impact du débrayage prévu par la Coordination des syndicats de l'éducation. Ce n'est pas la seule mesure que le département de Benghebrit a prise.

La ministre de l'Education a laissé entendre qu'elle avait instruit ses collaborateurs afin qu'un réseau de «personnes ressources», essentiellement des enseignants à la retraite, soit activé.

Ces enseignants pourraient être appelés à la rescousse pour donner des cours de soutien aux élèves des classes d'examen dont les enseignants sont en grève.

Dans une tentative de casser le mouvement, le département de l'éducation a également saisi l'ensemble des directeurs de l'éducation afin qu'ils recensent par le biais d'un huissier de justice les grévistes. Beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs reçu des notifications les enjoignant de reprendre le travail.

En dépit de ces mesures et de la saisine de la justice qui avait déclaré illégal le mouvement du Cnapest, le syndicat a maintenu sa grève ouverte et ne semble pas décidé à geler ce mouvement avant la satisfaction de ses revendications.

Son conseil national faisait savoir, hier, qu'il ne se sentait nullement concerné par la réunion de mercredi dernier. Il déplore que cette rencontre soit exclusivement dédiée au dossier du statut particulier.

Photo : NewPress

La charte de l'éthique, point de discorde entre syndicats et tutelle.

Ce que réclame le Cnapest, ce sont des négociations bilatérales au sujet de sa propre plateforme de revendications. Une requête que le ministère de l'Education ne semble pas prêt à satisfaire.

Nouria Benghebrit tient à ce que soit ratifiée la charte de l'éthique à travers laquelle elle espère arriver à assurer la stabilité du secteur. C'est justement autour de ce point précis que syndicats et tutelle n'arrivent pas à tomber d'accord. Pour la ministre, il s'agit d'arracher le principe d'une trêve momentanée dans un secteur secoué depuis des années par d'interminables cycles de grève.

Le 9 mars prochain, ce sera au tour des syndicats réunis au sein de la Coordination des syndicats de l'éducation de reprendre le chemin de la contestation.

Ils ont opté pour une grève qui durera trois journées et qui sera reconduite chaque semaine. Un choix motivé par l'échec des rencontres de mercredi puis de jeudi derniers.

L'ensemble des syndicats avaient en effet refusé de signer la charte. Ils soupçonnent la tutelle de vouloir les priver du droit de grève, pourtant garanti par la loi. Un point de désaccord sur lequel le département de Benghebrit ne semble pas décidé à céder.

N. I.

MARCHÉ DES LÉGUMES

Flambée persistante des prix

Les prix des légumes ne sont pas près de baisser. Les marchands ne lésinent pas sur les arguments pour justifier cette flambée qui persiste depuis plusieurs semaines.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La hausse des prix des légumes persiste. Hier encore, les prix affichés faisaient fuir les clients. Au marché T'nache de Belouizdad à Alger, point de ruée. Les allées étaient désertes. D'ailleurs, la plupart des étals de légumes étaient fermés. Seuls quelques marchands ont osé exposer leurs marchandises.

Sur leurs étals, les prix étaient affichés. Une «nouveauté» juste pour éviter les récurrentes questions des rares clients et des nombreux passants. A 70 dinars le kilogramme, le navet et la carotte demeurent plus ou moins accessibles contrairement à la courgette qui maintient son prix de 120 dinars.

Même très élevés, les prix des légumes hors saison sont pour les marchands «logiques». Cultivés sous serre, le poivron et le piment justifient ainsi leurs prix respectifs de 140 et 200 DA le kilo. Idem pour l'incontournable tomate dont le prix est resté fixé à 100 DA/kg.

Pourtant, beaucoup de produits de saison affichent à leur tour des prix inaccessibles. C'est le cas des fèves proposées à 100 dinars le kilo, du chou-fleur vendu à 120 dinars et de l'artichaut cédé à 140 DA. La laitue, elle, est affichée à 160 dinars et les petits pois à 200 dinars le kilogramme. L'épisode de la pomme de terre se poursuit. Après la crise de la période de soudure, le prix du tubercule a connu une petite «chute».

Photo : NewPress

Des prix inaccessibles au grand dam des consommateurs.

Au grand dam des consommateurs, cette stabilité n'a duré que deux mois. En janvier dernier, le prix de la pomme de terre est reparti à la hausse. Depuis, il bascule entre 90 et 100 dinars le kilo.

Même l'oignon n'a pas été épargné par la hausse des prix. Malgré les quantités stockées dans les chambres froides, aujourd'hui il a atteint les 100 dinars. «L'oignon est déstocké à petites quantités afin de le maintenir à des prix élevés», assure Mohamed, vendeur de légumes du marché T'nache.

Comme substitut à ce légume indispensable aux sauces, les gens se rabattent sur l'oignon vert, vendu à 80 dinars le kilo.

Face à cette flambée des prix qui persiste depuis plusieurs semaines, les marchands ne lésinent pas sur les arguments. Selon eux, le mauvais temps en est l'origine. «Les pluies continuent à empêcher les fellahs à cueillir leurs récoltes», explique le même marchand.

Devant un étal de légumes, Mourad reste figé face aux prix affichés. Pour ce fonctionnaire, remplir son panier relève de l'exploit. «C'est trop cher», lâche-t-il. Mourad assure que beaucoup de personnes n'hésitent pas à faire le déplacement jusqu'à Ouled Fayet, Douéra ou Baraki à la recherche de légumes moins chers chez les vendeurs ambulants.

Ry. N.

VULGARISATION AGRICOLE

Le ministère de l'Agriculture et la FAO valident un plan de modernisation

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural en collaboration avec l'organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont décidé de lancer un plan de modernisation du système de communication et de vulgarisation agricole et rurale.

Abdelouahab Nouri, ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Les deux parties se sont réunies hier à Alger pour valider la feuille de route de ce projet, initié il y a deux ans. Les experts de la FAO qui ont travaillé pendant deux ans sur le diagnostic de l'appareil de vulgarisation agricole algérien ont présenté hier leur stratégie de modernisation. L'objectif de cette initiative, expliquent ses initiateurs, «est de passer de la vulgarisation à un système d'appui conseil avec une gestion partagée de la connaissance et du savoir au profit des producteurs, des porteurs de projets et de leurs organisations ainsi que de tous les cadres et techniciens des structures publiques et privées d'accompagnement et de soutien au renouveau agricole et rural».

L'Algérie profitera ainsi de l'expérience de la FAO qui apportera un soutien technique dans le domaine de l'organisation institutionnelle et de la communication et de la gestion des bases de données dans le domaine agricole.

«L'agriculteur aura facilement accès à l'information et aux défis auxquels il doit faire face à travers la modernisation du système et du matériel de communication», a résumé le représentant de la FAO, Nabil Assaf.

La réalisation de ce nouveau système a nécessité un travail de collecte d'informations par 480 points focaux d'institutions publiques, privées et associatives réparties sur plus de 36 wilayas, selon les initiateurs.

S. A.